

# ANALYSE Les 7 péchés capitaux de la crise

Tout semble plus bloqué que jamais entre les présidents du cdH, de Défi et du MR

**D**eux mois et dix jours après son déclenchement, la crise intra-francophone reste au point mort. Seule la Wallonie a trouvé sa solution. La faute à quoi ? Aux 7 péchés capitaux des partis qui doivent la gérer.

**1 La stratégie.** Si le cdH a déclenché la crise, c'est par double positionnement. Un : en finir avec un partenaire face auquel il était incapable d'imposer ses idées, plus préoccupé qu'il était de se faire dépasser sur sa gauche par le PTB. Et deux : sa crainte d'être réduit à peau de chagrin si pas d'être carrément menacé de disparition après les prochains retours aux urnes de 2018 et 2019.

**2 La méfiance.** Les présidents de parti ne se parlent plus et ne se font plus aucune confiance. Résultat : Benoît Lutgen a surpris tout le monde, lors de son annonce du 19 juin. Et l'irritation ainsi provoquée chez ses homologues n'a rien arrangé à l'affaire. « *Qui trahit un jour trahit toujours* », répètent plusieurs ténors, et pas seulement au sein du Parti socialiste.

**3 Le calcul.** Le cdH redoute le blocage complet des institutions, raison pour laquelle il se refuse à faire démissionner ses ministres de Bruxelles et de la Communauté,

alors qu'il le pourrait. Défi de son côté n'a pas très envie de pactiser avec le MR : l'encre de leur divorce est à peine sèche et la question de sa pension alimentaire (le MR lui doit 700.000 euros de dotation) pas encore solutionnée. Et puis s'allier avec les libéraux serait se priver de sa punchline favorite quand l'ex-FDF dénonce son alliance avec le « diable » N-VA au fédéral. Le MR,

**Les présidents de parti ne se parlent plus et ne se font plus confiance**

enfin, n'a pas davantage envie de crédibiliser Défi en lui laissant s'arroger l'image du sauveur francophone. Le cdH non plus. Et Ecolo n'est pas encore assez remis de sa défaite électorale de 2014 pour accepter de remonter sur le ring sans passage préalable par les urnes.

**4 Le cynisme.** Les adversaires de Défi dénoncent à mots de moins en moins couverts les accords qu'ils le suspectent d'avoir passé avec le PS. Et notamment à Bruxelles-ville où le propre fils d'Olivier Maingain pourrait hériter d'un bel échiquet après les communales

de 2018, ce qui lui laisserait six ans pour se faire un prénom à l'heure où son père annonce son retrait progressif de la politique « nationale ».

**5 La gourmandise.** Tous le savent : si le cdH — responsable numéro un de la crise du moment — devait en payer le prix fort et disparaître, ils récupéreront une partie de son électoral. C'est en tout cas vrai pour Ecolo (son aile catho de gauche), le MR (son aile droite, majoritaire) et Défi (ses Bruxellois bon teint).

**6 La peur.** Elio Di Rupo et Laurette Onkelinx continuent à se présenter comme candidats rénovateurs de leur parti. Peu leur importe que cela ne résiste pas à l'analyse, puisqu'ils le dirigent ensemble à des degrés divers depuis plus de vingt ans. Leur crainte, s'ils passent le relais à d'autres, est d'être contraints à une retraite forcée (Elio Di Rupo en a pourtant l'âge, à 66 ans), sans espoir de retour. Ils empêchent donc l'émergence d'une génération plus jeune, au risque de condamner leurs propres troupes aux enfers. Ceci dit, Paul Magnette n'est plus très pressé d'accéder à la présidence : le congrès de début juillet a désavoué son exi-

gence d'un décumul intégral et le Carolo voit finalement d'un bon œil que Di Rupo s'abîme jusqu'au bout et porte la totale responsabilité de la Berezina qui s'annonce.

**7 L'envie.** À moins de deux ans des élections fédérales et régionales de 2019, le MR préfère de plus en plus réussir les deux gouvernements où il est aux commandes que prendre le risque de s'éparpiller et de miner son bilan d'ensemble. ●

CHRISTIAN  
CARPENTIER